

# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 12 MAI 1991

NO 199

PRIX 4 FF



**FAMINE  
EN  
AFRIQUE**

SOMMAIRE AU VERSO

**C'EST LE SYSTEME CAPITALISTE**

**QUI EST POURRI**

**IL FAUT LE CHANGER**

## SOMMAIRE

é d i t o r i a l

### LA FAMINE EN AFRIQUE

Editorial :  
la famine en Afrique

**C'EST LE SYSTEME CAPITALISTE QUI EST POURRI.  
IL FAUT LE RENVERSER**

Côte d'Ivoire :  
pages 4 à 9

Mali :  
pages 9 et 10

Sénégal :  
page 11

URSS et pays de l'Est :  
pages 12 à 15

Multipartisme :  
pages 15 à 19

Quelques jours après le cyclone qui a fait 100.000 ou 200.000 morts au Bangladesh, voici qu'on annonce que trente millions d'Africains sont menacés par la famine. Cela donne aux dirigeants des pays riches, aux journalistes et autres sous-fifres à leur solde de discuter de leur prétendue aide aux sinistrés des différentes régions du Tiers-Monde. Certains se demandent s'ils en faut trop ou pas. D'autres prétendent que l'aide ne sert à rien. Ils proposent de chercher les solutions localement, d'apprendre aux pays pauvres comment s'en sortir par leurs propres moyens. Comme si c'était de gaieté de coeur et volontairement que les millions d'affamés et de pauvres de ces régions se condamnaient stoïquement à la famine et à la mort. Quelle hypocrisie! Quand il fallait, pour leurs intérêts, chasser le dictateur Saddam Hussein du Koweït, ces messieurs n'ont pas perdu leur temps en des balivernes d'imbéciles. Très vite, ils ont su accorder leurs différentes voix et trouver des moyens colossaux en matériels, armes et argent. Mais quand il est question de sauver de la mort des millions d'êtres humains, les voici qui s'égosillent en formules vaines et creuses. Tout au plus, enverront-ils une équipe de télévision pour filmer en direct des enfants mourants, au ventre ballonné, faute de nourriture et de médicaments, comme ceux du Bangladesh aujourd'hui ou d'Ethiopie, il n'y a pas longtemps. Les millions d'hommes, de femmes, d'enfants crevant dans la misère n'ont pas d'importance aux yeux de ces gens-là. Ils étaient autrement plus émus par les malheurs de l'émir Jaber du Koweït lorsqu'il a dû abandonner ses palais en marbres et ses baignoires en or pour des hôtels de luxe de la côte d'azur. Mais quoi d'étonnant que la solidarité des riches aille aux riches?

### ABONNEMENT

FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF
- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE:

DUFEAL - COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT B.P. 42  
92114 - CLICHY Cedex

Alors oui, l'Afrique s'enfonce dans la misère et la famine. Ce ne sont pas seulement trente millions d'Africains qui sont menacés. C'est tout le continent qui sombre dans la profondeur de la désolation. Aucune région, aucun pays n'est épargné. Oui, l'Afrique entière est transformée en un véritable camp de concentration, avec des barbelés tout autour, dans lequel des millions d'hommes sont en proie à la famine, à la misère, aux maladies, mais aussi à toutes sortes de violence, de guerres ethniques, d'assassinats et autres crimes. Et ce n'est pas la charité, la compassion des uns et des autres qui peut y changer quoi que ce soit. Le problème n'est pas là.

L'Afrique n'a pas besoin de charité. Et surtout pas du côté de ceux qui aujourd'hui font semblant de verser

des larmes de crocodiles sur ses malheurs! Car pourquoi en est-on là? D'où vient cette situation? La famine et autres calamités sociales qui frappent ce continent ne tombent pas du ciel! Pendant des siècles, l'Afrique a été mise en coupe réglée, exploitée, pillée, saignée à blanc pour le plus grand bien des pays riches. D'abord, avec, certes, la complicité des roitelets locaux, on a réduit une partie de ses populations en esclaves pour enrichir la bourgeoisie anglaise, française, américaine, dans les plantations de canne à sucre, de tabac et de coton etc..., aux Antilles françaises et anglaises et en Amérique. Ensuite, on l'a colonisée, dépecée, pillée. On a démoli ses cultures vivrières pour imposer celles rentables et profitables aux industries des pays riches: le coton, le cacao, le café, l'arachide etc... Voilà d'où vient la situation actuelle, la dégringolade vertigineuse de ce continent dans le gouffre de la famine et autres misères! Et puis, il y a eu les indépendances ou plus précisément on a imposé aux populations de ce continent des marionnettes, des pantins, les Senghor, les Tombalbaye, les Houphouët, les Mobutu et ensuite les Bongo, les Sassou, les Compaoré, pour continuer la même entreprise d'exploitation des ressources tant naturelles qu'humaines nécessaires pour la bonne marche du commerce et des industries des pays riches.

Oh, bien sûr, ces dirigeants africains s'en sont bien sortis eux! Ils se sont enrichis, vivent dans le luxe. Mais ils ne sont que des laquais, des nègres de service qui ne reçoivent que des miettes que veulent bien leur laisser leurs maîtres de Paris, Londres ou New-York. Le principal bénéficiaire de la famine, de la misère de l'Afrique, c'est l'impérialisme, les pays riches. Ce sont eux qui en profitent le plus, ce sont eux qui en sont les responsables parce que, même aujourd'hui, ils continuent à tirer des richesses de la misère des populations africaines.

Alors si on veut que l'Afrique sorte de cette situation, la charité ne suffit pas. Sans oublier que la prétendue "aide humanitaire" des pays riches ne parvient que difficilement ou même pas du tout à ceux qui en ont besoin. Elle ne sert le plus souvent qu'à enrichir les dirigeants

et autres agents de l'impérialisme au



pouvoir dans les pays africains. Il est à la mode de faire des discours sur l'opposition entre le Nord riche et Sud pauvre et de le déplorer. Mais la pauvreté de la Côte d'Ivoire ou plutôt de la majorité de son peuple n'empêche pas Houphouët et quelques autres d'être riches comme la richesse des Etats Unis ou celle de la France et surtout celle de la bourgeoisie n'empêche pas une partie de son prolétariat de sombrer dans la misère. L'exploitation du Sud par le Nord n'est qu'un aspect de l'exploitation générale des prolétaires, des pauvres, par des bourgeois, à l'échelle du monde. L'opposition n'est pas entre Nord et Sud, mais entre riches et pauvres, bourgeois et prolétaires. Il faut s'en prendre à l'ordre de classe de la bourgeoisie, à cette poignée d'exploiteurs et de profiteurs qui dirigent le monde, si l'on veut que l'Afrique en finisse avec la famine, car c'est le système capitaliste qui est pourri. Il faut le renverser. Mais seul le prolétariat peut le faire, aussi bien au Nord, au Sud ou ailleurs, pour mettre au service de l'humanité les moyens énormes qui existent afin de finir avec la famine, les maladies et autres misères dont sont victimes aujourd'hui plus des trois quarts des hommes sur la planète.

## COTE D'IVOIRE : UN "OPPOSANT" A LA MANGEOIRE

Depuis l'avènement du multipartisme qui a suivi les événements de Mars 90, les partis d'opposition s'acharnent dans leurs journaux et les discours de leurs leaders pour critiquer le pouvoir du PDCI et sa politique. Ces discours trompaient et probablement trompent toujours des petites gens qui se font des illusions quant à la réalité des ambitions de ces partis dits d'opposition.



Certaines réactions sont compréhensibles dans la mesure où tout le monde sait que même les intellectuels ont subi, avec l'ensemble des pauvres de la Côte d'Ivoire, la dictature du seul Houphouët et sa clique du PDCI pendant 30 ans.

Mais cela ne doit pas empêcher les travailleurs de voir le fond des visages de ces nouveaux dirigeants qui prétendent défendre les intérêts des Ivoiriens. Dans ce mot "Ivoirien" en général, ces beaux orateurs veulent nous faire croire que contre le PDCI nous devons être du même côté que les autres patrons, comme Anaky, qui ont exploité eux aussi des travailleurs pendant 30 ans.

Aujourd'hui, les choses se précisent un peu: un député FPI est élu vice-président de l'assemblée

Nationale; bien sûr avec les voix des députés du PDCI. Ceci veut dire qu'il pourrait remplacer H. K. Bedié en cas d'absence.

Et d'ailleurs L. Gbagbo était aussi demandeur pour le poste de premier ministre mais c'est Houphouët qui n'avait pas voulu de lui. Il lui a préféré Alassane D. Ouattara.

Comme quoi, c'est une opposition pour le pouvoir mais non pas une opposition contre la politique du PDCI, alors que ces messieurs prétendent représenter les travailleurs, les petits gens et les pauvres ivoiriens contre le PDCI dans les différentes assemblées du pays!

Pour nous les travailleurs, c'est un élément qui nous permet tout simplement d'avoir une réponse à notre question: si nous battons pour définir le nom de l'exploiteur qui doit nous faire subir l'austérité et la misère où nous nous battons pour un changement social de nos conditions de vie?

Pour nos conditions de vie, il n'y a que nous qui sachions vraiment ce que c'est et donc nous sommes les seuls à avoir des raisons de nous battre réellement pour les changer. Et pour ça, il ne faut pas compter sur les partis d'opposition qui ne cherchent qu'à partager le pouvoir. Il faut compter sur nous mêmes, en créant notre propre parti politique qui n'acceptera pas des propositions cadeaux empoisonnés du PDCI, mais qui défendra jusqu'au bout les intérêts des travailleurs et de toutes les autres couches sociales pauvres de la Côte d'Ivoire.

COTE D'IVOIRE :

LE "PLAN OUATTARA", C'EST L'AGGRAVATION DE LA MISERE

Lorsque Houphouët Boigny a nommé Alassane Ouattara au poste de premier ministre, ce dernier a été présenté comme le "technocrate compétent" qui allait "relancer l'économie ivoirienne". On disait à longueur de journée qu'il avait un "bon plan", le "plan Ouattara".

Les dirigeants du FPI disaient même que Ouattara avait copié sur leur plan à eux. Mais ce "plan d'assainissement", ce sont les travailleurs et les couches pauvres de la population qui en font les frais comme par le passé.

Les dirigeants du FMI en sont d'ailleurs satisfaits. Ils viennent de lui accorder un satisfecit en acceptant le rééchelonnement d'une partie des dettes de l'Etat ivoirien.

Pour faire croire que c'est tout le monde, riches et pauvres, qui va faire des sacrifices au nom de la "solidarité nationale", Ouattara a pris quelques mesures qui ne coûtent rien aux riches. Ainsi, il a supprimé une douzaines d'ambassades de la Côte d'Ivoire dans les pays pauvres. Il a aussi mis aux enchères plusieurs milliers de voitures du parc automobile de l'Etat. Ca, c'est le côté jardin.

Mais côté cours, c'est-à-dire du côté qui touche directement la vie des masses pauvres, c'est l'aggravation de leurs conditions de vie. Les salaires des petits fonctionnaires sont bloqués alors que les prix des denrées bien qu'officiellement contrôlés ne cessent d'augmenter.

Ce sont en réalité les petites gens qui payent les frais de la "réduction du train de vie de l'Etat". Ainsi, les hôpitaux publics et les dispensaires sont

complètement démunis de médicaments. Les malades s'entassent jusque dans les couloirs des CHU. Les lits de ces hôpitaux sont sans draps. Chaque malade hospitalisé, à condition qu'il puisse être reçu par un médecin et obtenir une place pour se faire hospitaliser, doit se débrouiller avec sa famille pour se procurer vivres et médicaments. Si bien que pour les travailleurs et leurs familles, être malade signifie la ruine et l'endettement jusqu'au cou. Dans les quartiers populaires, c'est l'insalubrité qui gagne du terrain. Le ramassage d'ordure ménagère est une chose que bien des quartiers ne connaissent pas.



Pour l'énorme majorité de ces habitants des quartiers pauvres, pouvoir inscrire leurs enfants à l'école est devenu un véritable luxe. Les écoles publiques sont surchargées tandis que les écoles privées sont inabordables tant les frais d'inscription et d'écolage sont élevés.

Et pendant que l'écrasant majorité de la population s'enfonce dans la misère, une minorité de privilégiés s'enrichit de plus en plus en étalant sa fortune au milieu de cet océan de misère. C'est cela le "plan Ouattara". Les dirigeants de l'impérialisme lui souhaitent une longue vie en espérant que les masses exploitées ne se révoltent pas. Mais les exploités, s'ils veulent en finir avec ces injustices révoltantes, n'auront pas un autre choix que celui de révolte.

## COTE D'IVOIRE: LA SANTE EST PARTOUT UN DROIT A CONQUERIR

La Côte d'Ivoire est le pays cité de l'Afrique de l'Ouest en matière du développement des infrastructures médicales. A part le centre polyclinique "Ste-Anne" et le centre de cardiologie au CHU de Treicheville, le pays du "miracle des années 70" possède plusieurs CHU dits "modernes".

Seulement voilà, les hôpitaux où l'on peut éventuellement avoir tout sont privés et ne reçoivent que des riches venant de plusieurs pays de la région. Et les CHU publics ne le sont que par les bâtiments et les noms.

Une patiente est morte au CHU de Yopougon au cours d'une opération chirurgicale parce qu'il manquait des compresses et d'autres matériaux de première nécessité pour ce genre de cas; un autre patient s'est fait opérer dans le désespoir au CHU de Treicheville, seulement avec une anesthésie locale et sans calmant parce qu'il ne pouvait déboursier "que" 45.000 CFA.

La liste serait très longue car chacun sait que beaucoup de pauvres gens meurent devant les portes des CHU, si déjà ils arrivent à payer le déplacement, parce que tout simplement ils n'ont pas les possibilités de payer les frais des soins, comme par exemple la nivaquine contre le paludisme.

Et pourtant beaucoup de ces gens travaillent et contribuent d'une manière ou d'une autre à remplir les différentes caisses de l'Etat, si ce n'est pas directement les poches de quelques "grotos" ivoiriens et étrangers.



Certes la Côte d'Ivoire est un pays pauvre et elle subit comme tous les autres les effets de la crise du capitalisme mondial. Mais l'argent pour acheter les médicaments et soigner les gens, on pourrait en avoir. Mais c'est un choix politique; les dirigeants et les riches préfèrent remplir leurs poches, s'acheter des mercedes, construire des villas de luxe et des basiliques. Ils se moquent éperdument des besoins des pauvres, car de toute manière, ils s'en vont régulièrement en Europe pour se faire soigner.

## COTE D'IVOIRE : LES OUVRIERS, DES PRIVILEGES ?

Bien de gens disent qu'être ouvrier à Abidjan est un privilège. Une telle remarque passe encore, lorsqu'elle vient de nos frères encore plus démunis que nous, ou encore, de nos familles vivants à la campagne qui ne sont pas aux faits des choses. Ils peuvent se dire qu'avoir un salaire, même maigre, c'est déjà pouvoir manger au moins une fois par jour, ce qui n'est pas donné à tout le monde. Pas à ceux notamment qui n'ont ni travail ni champ à cultiver. Et même pour nombre de paysans pauvres, victimes actuellement de la baisse brutale des prix de leurs produits et qui se font en plus voler par les collecteurs, le sort des salariés peut paraître enviable.

Mais lorsque ce sont les gens au pouvoir qui tiennent de tels propos, pour dresser les pauvres les uns contre les autres afin de mieux les appauvrir encore au nom de la "solidarité nationale", mais en réalité, pour enrichir encore plus les riches, cette démagogie anti-ouvrière est franchement abjecte.

Aujourd'hui, être ouvrier dans une usine c'est toucher un salaire de 40.000f. Et vivre avec un tel revenu à Abidjan c'est mener une vie de misère, de privation constante, de ne pas manger à sa fin, de manquer des choses les plus élémentaires telles que l'eau et l'électricité; d'être en permanence submergés par mille soucis de la vie: se soigner avec quoi? Scolariser les enfants avec quoi? Aider la famille en difficulté avec quoi? Nous n'osons même pas aller au village rendre visite à la famille parce que nous n'avons rien à leur offrir. Beaucoup de travailleurs ont honte d'y aller. Ils s'attendent à ce que leurs familles restées au village leur disent : " Comment toi qui es à Abidjan tu n'as rien ?".

Ce sont là des faits que des milliers de travailleurs entassés à

Abobo ou dans d'autres quartiers ouvriers partagent en commun. Eux qui, fautes de moyens, mangent à la hâte du "n'importe quoi" à midi aux sorties des usines. Eux qui sont obligés de se lever tôt le matin pour se rendre à pied au travail parce que la route est longue et parce que dès le 6 du mois ils n'ont plus d'argent pour se payer le bus. Eux qui très souvent sont obligés de rester une semaine durant à l'usine sans rentrer à la maison parce que le trajet coûte très cher. Eux qui subissent tous les jours l'humiliation des patrons qui les méprisent, qui les menacent de renvoi. Eux qui sont obligés de subir cette maudite vie parce que la vie de leurs enfants et de leurs familles en dépend; parce que partout ailleurs c'est la même vie qui les attend. C'est ça être "priviliégiés" ?

Les vrais privilégiés ce sont ceux qui ne travaillent pas mais qui vivent de la sueur et de la misère des autres. Ce sont ceux qui vivent dans des belles villas à Cocody, de Golf Riviéra ou des "Deux Plateaux". A ceux-là il ne manque rien. Ils ont leurs belles voitures, leurs routes goudronnées bordées d'arbres où la Sitaf (ramassage d'ordure) passe deux fois par jour, leurs hôtels et leurs restaurants de luxe.

Ce sont ces gens là qui osent nous dire qu'être ouvrier est un luxe ! Ce sont ceux là même qui nous parlent de crise, de conjoncture, de solidarité. Ces gens-là ont été, pour la plupart, de fermes soutiens de la dictature, du parti unique. Bruyamment ou tacitement, ils apportaient dans le passé leur soutien aux pires mesures de répression. Mais comment pouvait-on donc trouver critiquable un régime qui leur à permis à eux, à si bien se remplir leur poches, les uns dans les affaires, les autres en aidant, de leurs postes de député, de ministre, de directeur de

cabinet, les précédents à faire des affaires - et à prélever au passage leur propre commission.

Avec l'avènement du multipartisme, on en entend d'autres - voir les mêmes qui ont tourné leurs vestes - critiquer l'ancien fonctionnement de l'Etat et ses profiteurs. Et de nous dire que maintenant par contre, les choses commencent à changer, vont changer ou devront changer: le multipartisme, c'est la liberté! Mais tous ces riches ou ces futures riches n'entendent pas la même chose que nous quand ils parlent de liberté. La liberté pour eux c'est le droit de critiquer la gestion du pouvoir en place, afin de s'y substituer... ou de s'y intégrer. C'est de pouvoir prétendre à la direction des affaires. Mais nous les travailleurs nous savons bien que dans nos usines la direction peut changer autant de fois qu'on le veut mais sans que cela change en quoi que ce soit pour nous. D'ailleurs, n'avons-nous pas déjà, qui à Blohorn, qui à Transcap, qui à Solibra, qui à Filtisac, autant de direction différentes? Et alors? Toutes ces entreprises avec chacune ses gardiens, sa comptabilité, sa direction technique, commerciale etc... etc... n'ont-elles pas en commun le même objectif qui est le profit au mépris de nos conditions de vie?

Mais qu'ils parlent pour eux. Parce que pour nous, les travailleurs, ce sera toujours avec le même bâton qu'ils vont nous parler. Abobo pour nous restera toujours le même Abobo. Et Cocody pour eux restera toujours le même Cocody!

Les riches sont organisés de mille manières. Ils disposent pour cela de leurs savoir, de leurs richesses. Mais surtout des gens ayant une conscience de classe. Des gens qui savent bien faire la distinction de classe. Des gens qui savent jusqu'où ils peuvent aller au cas où les travailleurs se

mettent en lutte sans que les intérêts des riches ne soient mis en cause. Des gens qui savent tromper les travailleurs avec des mots comme "peuple", "liberté", "démocratie", "intérêt nationale", "solidarité", "socialisme" etc... Mais eux les riches ces mots ne les trompent pas.

Mais alors, cela signifie t-il que jamais on ne pourra changer les choses? Certainement pas. Un arbre, aussi gros soit-il, est condamné un jour à mourir. C'est l'évolution des choses, soit parce qu'il devient vieux, soit parce que le climat a changé. Alors, il est obligé de laisser la place à un autre arbre. C'est la même chose pour les sociétés des hommes. Aujourd'hui, nous vivons dans une société capitaliste. Une société où ce sont les riches qui décident, qui dirigent, qui accaparent toutes les richesses. Au point qu'il y a, de jour en jour, plus de pauvres. Nous, qui habitons les quartiers comme Abobo, qui chaque matin prenons les gbakas et les bus pour se rendre au travail à Vridy, Yopougon, zone 4, etc... savons combien nous pouvons être forts, si nous aussi nous nous organisons comme les riches savent le faire, pour défendre nos intérêts, les intérêts des pauvres. Les riches ont des hommes, des intellectuels dévoués à leur classes. Comme eux, nous aussi, nous avons besoin de travailleurs, de travailleuses dévoués à leur classe pour former d'autres travailleurs et de travailleuses pour diriger la lutte, pour changer de climat, pour changer de société, pour faire triompher les intérêts des pauvres. Cela est possible et cela est juste. Il est juste que ceux qui travaillent aient du pain. Il est aussi possible parce que, déjà aujourd'hui, c'est nous qui produisons toutes les richesses et cela à tous les échelles de la production.

Alors, s'atteler à créer une organisation des travailleurs est la tâche de tous ceux qui aspirent à un réel changement.



MALI:  
UN COUP DE BALAI QUI NE CHANGE RIEN  
AU CARACTERE DU NOUVEAU REGIME

Les nouveaux dirigeants du gouvernement malien ont pris récemment des mesures contre l'ancien régime de Moussa Traoré. Au cours d'un conseil des ministres, ils ont limogé et remplacé la quasi totalité des directeurs de cabinet ministériel et des nombreux directeurs des services nationaux. Les gouverneurs de région n'ont pas été oubliés ainsi que les présidents des conseils d'administration et des directeurs des sociétés d'état et établissements publics à caractères commercial et industriel.



Amadou Toumani Touré.

Ces actions prises par le régime de Toumani Touré vont certainement plaire à pas mal de gens, parce que ces grands fonctionnaires qui ont le contrôle de l'appareil d'état pourri sont des hommes corrompus, qui font la pluie et le beau temps et qui dilapident les deniers publics. Ils sont honnis par la population.

Toumani pousse son geste jusqu'à faire arrêter quatre généraux - Mamadou Coulibaly, Filifing Sissoko, Bamba Diarra et Amara Danfagka. Ces officiers

étaient respectivement dans le gouvernement de Traoré, ministre de la défense nationale, chef de cabinet de M. Traoré, président du conseil économique et social et membre du bureau exécutif de l'UDPM, parti unique sous Moussa Traoré. Ces généraux, anciens dignitaires du temps de Moussa Traoré sont arrêtés "pour besoins d'enquête" paraît-il. En fait, on peut croire que Toumani ne fera pas condamner à des peines lourdes ces anciens amis parce que, après tout, lui même faisait partie de l'appareil de régression de Moussa Traoré.

Si à l'heure actuelle de telles mesures sont prises par lui c'est certainement pour faire oublier son passé dans l'ancien régime et avoir maintenant une popularité et faire autour de lui un certain consensus. Il veut montrer qu'il fait quelque chose d'important en balayant de l'appareil les grands fonctionnaires pour les remplacer par des hommes nouveaux. Et puis mettre à la porte des hauts fonctionnaires, des gradés, des directeurs des services nationaux qui se sont déjà rempli les poches, cela permet aussi de procurer de l'argent et des privilèges à une nouvelle équipe. La clientèle du nouveau patron aura simplement remplacée la clientèle de l'ancien patron. Mais la corruption, les détournements recommenceront comme avant, sauf si la population sait rester mobilisée, sait et veut demander des comptes et garde assez d'énergie pour renverser les successeurs de Moussa Traoré comme elle a su renverser ce dernier.

## MALI: TOUMANI VEUT FAIRE OUBLIER SON PASSE

En s'adressant aux représentants du corps diplomatique et des organisations internationales, le ministre du plan et de la coopération, Bakary Mariko, a déclaré que les dégâts matériels causés par les manifestations et les émeutes de mars dernier sont estimés à plus de 22 milliards de CFA.

Ce qu'il ne dit pas, ce sont les dégâts causés par plus de 20 ans de règne de Moussa Traoré, et comment il compte changer le sort des pauvres au Mali. Bien sûr, ce n'est pas ses préoccupations.

Ces déclarations, ces estimations, c'est plutôt pour quémander auprès des Etats impérialistes et des organismes

internationaux des aides urgentes pour le Mali. Et, c'est aussi pour montrer aux populations maliennes que la caisse de l'Etat est en difficulté. Autrement dit, il ne faut pas s'attendre à des augmentations de salaires et des conditions de vie meilleures que sous le régime de Moussa Traoré.

S'il y a une leçon à tirer des manifestations des jeunes de mars dernier, c'est que si les travailleurs, les pauvres, ne veulent pas voir les conditions de vie se détériorer, mais au contraire s'améliorer, ils ont tout intérêt à suivre l'exemple des jeunes. En manifestant leur mécontentement, en s'organisant ils peuvent faire plus.

## DAKAR : FACE A LA GREVE DES CHAUFFEURS DES CARS RAPIDE, LE GOUVERNEMENT A RECULE

Pendant trois jours, à partir du mardi 23 Avril, les chauffeurs de "cars-rapides" de Dakar et de sa banlieue se sont mis en grève. Au départ c'était juste un arrêt de travail de quelques heures qui a été prévu pour protester contre le mauvais traitement que le commissariat de police de Rebeuss a fait subir à un des chauffeurs. Mais, malgré l'appel à la reprise du travail lancé par les dirigeants de la CNTS (le principal syndicat affilié au PS d'Abdou Diouf qui, semble-t-il, a été à l'origine de cette action de protestation), cet arrêt symbolique de travail s'est transformé en grève. Les chauffeurs des cars rapides en ont profité pour avancer leurs revendications. Ils réclamaient la fin des tracasseries policières, le non retrait du permis de conduire, ou des papiers du

véhicule qui est de vigueur en cas d'infraction. Ils exigeaient aussi que les autorités leur donnent le droit d'accès au port, la réduction des timbres fiscaux, le droit de stationner dans certains endroits jusqu'à présent interdits, etc... Certaines des revendications comme par exemple celle d'exiger la fin de "l'envahissement des tireurs de "pousse-pousse" montre les limites corporatistes de cette grève car cette revendication va à l'encontre des intérêts d'autres petites gens comme les tireurs de "pousse-pousse" considérés par les chauffeurs comme des concurrents. Le gouvernement a d'ailleurs accepté cette revendication en interdisant les "pousse-pousses".

Ce qui a été remarquable, c'est la rapidité avec laquelle les

dirigeants syndicaux et les autorités ont "négocié" pour parvenir à un "accord total" sur les revendications. Dès le lendemain du mouvement, le dirigeant du syndicat CNTS des chauffeurs, s'est empressé de déclarer que la grève était un malentendu car, a-t-il ajouté, "nous avons eu une satisfaction qui dépasse même nos espérances".

Le fait que derrière les chauffeurs il y a le lobby des grands propriétaires de transports en commun tels les grands marabouts qui possèdent plusieurs dizaines de cars n'est pas étranger au fait que les autorités ont très vite accepté toutes les revendications. Mais il n'y a pas que cette influence-là qui a compté. Il y a aussi la peur du

gouvernement de tout mouvement de contestation sociale. L'exemple de la grève des chauffeurs des cars rapides peut très vite servir travailleurs. Tous les salaires, surtout les plus bas salaires, sont bloqués depuis des années pendant que le coup de vie ne cesse d'augmenter. Les licenciements dans la fonction publique rendent encore plus difficile la vie des petites gens. Les dirigeants savent qu'une petite goutte peut suffire à faire déborder le vase. Ce serait-là une bonne occasion pour les travailleurs d'avancer leurs revendications, car ce sont eux qui souffrent le plus de la politique du gouvernement.

**URSS, EUROPE DE L'EST, EUROPE CENTRALE : FACE AU DEFERLEMENT NATIONALISTE ET A LA RESURGENCE DES CONFLITS ETHNIQUES,**

**SEULE LA CLASSE OUVRIERE PEUT INCARNER UN AVENIR MEILLEUR POUR TOUS LES OPPRIMES.**

Depuis quelques mois on assiste à une résurgence des conflits nationaux et ethniques dans les pays de l'Est, aussi bien en URSS que dans les pays de l'Europe Centrale. Des affrontements parfois très violents opposent des ethnies les unes aux autres. On dénombre déjà de nombreuses victimes. En URSS, quand ce ne sont pas les Baltes contre les Russes, ce sont les Azéris contre les Arméniens. En Yougoslavie ce sont les Serbes contre les Croates. En Tchécoslovaquie ce sont les Tchèques contre les Slovaques. En Bulgarie entre la minorité hongroise et les Bulgares tandis qu'en Roumanie ce sont les Tsiganes qui sont victimes des pogromes, etc... Ce déferlement nationaliste et tribal n'est en réalité pas tombé brusquement du ciel. Ce sont des haines latentes qui existent depuis bien longtemps, bien avant même

l'instauration de ces régimes staliniens qui se prétendaient communistes mais qui n'étaient rien d'autre que des dictatures féroces, parfois-même plus féroces que celles que nous connaissons dans nos pays d'Afrique. Seulement durant des décennies le stalinisme avait réussi à masquer toutes ses rivalités inter-ethniques en baïllonnant toute forme de contestation, et tout d'abord en baïllonnant la classe ouvrière dont il prétendait défendre les intérêts.

Mais voilà que, au cours des deux dernières années, les dictatures staliniennes se sont effondrées dans ces pays de l'Europe centrale que l'on appelait, il y a peu encore, les "Démocraties Populaires". On a beaucoup dit alors en Occident - et on continue à le dire aujourd'hui, mais avec nettement moins de

conviction - que c'était là le début de la liberté et du bien être pour les peuples de cette région.

Aucun vrai communiste ne versera des larmes pour les régimes déchus d'Europe central, car ce furent, malgré leurs fausses références au communisme ou au socialisme, d'infâmes dictatures anti-ouvrières. Mais la chute de ses dictature ne venait pas des classes exploitées, de leur prise de conscience et de leur révolte, mais de la bourgeoisie. Et le capitalisme n'est pas plus capable d'assurer la liberté et le bien être pour les grandes masses dans les pays sous-développés que sont les pays d'Europe centrale, qu'il n'est capable de les assurer dans les pays sous-développés d'Asie, d'Amérique Latine ou d'Afrique.

En Europe centrale, ce n'est pas le bien être pour les classes pauvres, c'est le chômage, c'est l'inflation, c'est l'effondrement du niveau de vie déjà bas des classes exploitées. C'est aussi l'accroissement des inégalités au profit de ces classes dirigeantes où se mélangent d'anciens bureaucrates et de nouveaux bourgeois, également décidés de saigner le prolétariat. Et si la montée sanglante du nationalisme en Europe centrale plonge ses racines dans le passé, elle est aiguisée aujourd'hui par les classes dominantes elles-mêmes, car la haine nationale, stupide et stérile, est un bon moyen pour les classes privilégiées de détourner la haine des classes exploitées contre les classes exploiteuses.

Après tant d'années de stalinisme, les peuples d'Europe centrale aspiraient à la liberté. Mais ce que le capitalisme leur a apporté, ce sont les haines nationales. Le problème des nationalités se pose en Union Soviétique avec autant d'acuité

qu'en Europe de l'Est. Il est vrai qu'en Union Soviétique, ce n'est pas encore la bourgeoisie qui domine la société et l'Etat, mais la bureaucratie. Mais cette bureaucratie, dont les représentants les plus en vue affirment depuis plusieurs années leur volonté de transformer la société soviétique en société bourgeoise, se comporte vis à vis du problème national comme la bourgeoisie.

La bureaucratie de l'Union Soviétique est depuis plusieurs années en crise. Le pouvoir central est affaibli. Les différentes factions de la bureaucratie sont en rivalité ouverte les unes avec les autres pour le partage des privilèges obtenus au détriment des classes laborieuses. S'appuyer sur les aspirations nationales de leurs peuples est un bon moyen pour les bureaucraties nationales, d'abord de faire oublier leur responsabilités passées au service du pouvoir central, mais surtout, pour prendre le contrôle des richesses de "leurs" républiques, de "leurs" régions. Les fractions nationales de la bureaucratie utilisent, au besoin, suscitent, et en tous les cas, exacerbent les nationalismes pour s'en servir comme tremplin à leurs ambitions politiques. En démagogues nationalistes, ils essaient de canaliser à leurs profits tous les ressentiments nationaux, toutes les oppressions et les humiliations vécues par les minorités ethniques ou les nationalités longtemps opprimés par le pouvoir centrale stalinien.

Les dirigeants nationalistes espèrent, à tort ou à raison, gagner quelque chose dans les conflits nationaux. Mais les pauvres, eux, ne peuvent y gagner que des larmes et des souffrances. Les tueries ethniques n'ouvrent aucune perspective. Dans certaines régions

du Caucase, les populations sont tellement mélangées qu'il n'y a pas de découpages de frontières "justes". Et quand bien même il y aurait des modifications de frontières respectant un peu plus les réalités nationales, cela ne résoudrait pas encore le problème des minorités. On constate bien souvent que des bureaucraties nationales qui évoquent le "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" pour se libérer de l'emprise du pouvoir central, se comportent en oppresseurs vis-à-vis des groupes minoritaires qui vivent au milieu d'elles (c'est par exemple le cas des Géorgiens vis-à-vis des Ossètes). Et du fait des rivalités entre bureaucraties nationales s'appuyant sur les hostilités nationales qu'elles-mêmes renforcent, l'entité économique que constituait l'Union Soviétique est en train de se disloquer en "micro-entités" coupées des unes des autres, empêchant la circulation des hommes comme des biens produits, d'une région à l'autre. Tout cela se traduit par une dégradation de la situation économique et surtout, par la dégradation de la situation économique des classes travailleuses.

Contrairement aux nationalistes qui cherchent à privilégier "leur" nation ou "leur" ethnie, quitte à renforcer l'oppression d'une autre nation ou une autre ethnie, les révolutionnaires communistes ne reconnaissent aucune nation élue et combattent tout privilège national. Ils sont pour le droit de tout peuple, de toute minorité, à s'auto-déterminer de la façon qu'elle juge bon. Ils sont contre toute idée de "langue officielle" imposée à d'autres, contre toute oppression nationale, qu'elle vienne d'un appareil d'Etat central ou d'une population nationale contre une

autre, minoritaire.

Les révolutionnaires communistes défendent l'idée que le progrès, c'est la création de vastes entités ethniques et que les autarcies économiques à l'abri des frontières nationales plus ou moins fermées constituent une régression.

Mais, ils considèrent, aussi, que l'existence de telles vastes entités économiques n'est pas contradictoire avec le droit des différents peuples qui les constituerait d'être tout à fait libres de gérer leurs affaires et ne subir l'oppression de personne.

Mais la cohabitation fraternelle des peuples libres qui

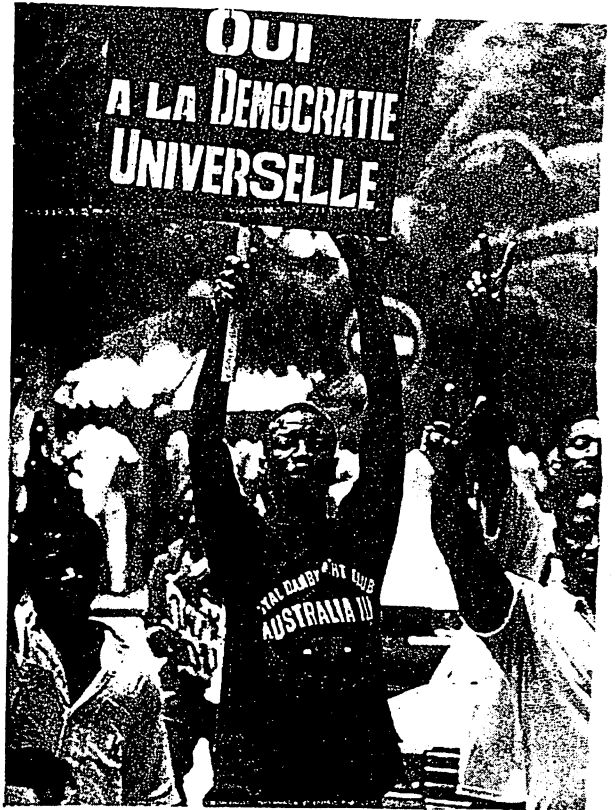
constitue la voie de l'avenir, ne peut être qu'une utopie, un rêve, dans une société de classe où il y a des exploités et des exploités, des oppresseurs et des opprimés. Car la société de classe exige un Etat qui ne peut pas être vraiment démocratique car il représente les intérêts d'une minorité ; et plus un pays est pauvre, moins il peut être démocratique. Dans le domaine national comme dans les autres.

Voilà pourquoi la solution des problèmes nationaux passe par la prise et l'exercice démocratique du pouvoir par le prolétariat. Et voilà pourquoi, les révolutionnaires prolétariens, tout en prenant fait et cause pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, défendent partout l'idée que les travailleurs de différentes nationalités doivent s'unir, doivent s'organiser dans les mêmes organisations de travailleurs, doivent combattre dans leurs rangs toute division et à plus forte raison, toute hostilité opposant les uns aux autres des prolétaires sous prétexte qu'ils ne parlent pas la même langue ou qu'ils n'ont pas la même couleur de peau.

Débarrasser la société de l'exploitation et de l'oppression est une chose possible. Mais seule la classe ouvrière en unissant toutes ses forces peut réaliser cette tâche car elle est, par delà ses diversités ethniques ou religieuses une seule classe qui vit la même exploitation de sa force de travail. Elle peut proposer une autre politique que celle, criminelle, offerte par les démagogues nationalistes au services des exploités.

L'avenir c'est que cette classe ouvrière retrouve sa combativité en tant que classe, retrouve la conscience de ses intérêts politiques et renoue avec les idées internationalistes qui ont été à l'origine de la révolution d'octobre de 1917. Et tout cela ne vaut pas seulement pour ces pays de l'Est de l'Europe qui occupent aujourd'hui sur ce plan la première place dans l'actualité, mais tout autant pour l'Afrique, avec ses populations, ses ethnies entremêlées et avec leur prolétariat urbain mélangeant en général un grand nombre d'ethnies, de langues et de traditions.

L'internationalisme, voilà l'attitude du prolétariat. La suppression des toutes les frontières et la cohabitation de tous les hommes dans le cadre d'un seul peuple humain, voilà l'avenir dont il est le porteur.



## A PROPOS DU MULTIPARTISME

Depuis une année, sous la pression de la rue, des émeutes et des grèves, mais aussi et parfois surtout, sur recommandation de l'impérialisme français, principal protecteur des dictateurs de nos pays, plusieurs de ces dictateurs ont retourné leur veste ou leur "abakos" de dirigeants sanguinaires pour porter le boubou de "présidents démocratiques" en décrétant le multipartisme. C'est le cas au Gabon, en Côte d'Ivoire, au Cameroun, au Niger, au Mali, au Congo etc...Quelques dictateurs - Eyadéma au Togo par exemple - ont du mal à sacrifier à l'air du temps et à faire semblant d'être touchés par la grâce démocratique. Mais la chute de Moussa Traoré contribuera à convaincre les plus stupidement bornés d'entre eux qu'il vaut mieux conserver le pouvoir en faisant mine d'être prêt à l'abandonner dans des élections, plutôt que de le perdre dans des émeutes.

Voilà donc Bongo ou Houphouët-Boigny, dictateurs pendant si longtemps par la grâce de Dieu et surtout, grâce à la protection de l'armée française, devenus présidents "régulièrement" élus. Kérékou, il est vrai, a dû sacrifier son fauteuil présidentiel sur l'autel des élections. Mais il s'en fallu de peu pour qu'il parvienne à rester, et de toute façon, son successeur constitutionnel a eu l'élégance de lui garantir l'impunité pour tous ses faits et gestes passés de dictateur et la discrète jouissance du magot qu'il a pu ramasser en pillant son peuple.

Les milieux dirigeants des puissances impérialistes, les Bush, les Mitterrand, les Major se réjouissent bruyamment de ce qu'ils appellent l'évolution démocratique de l'Afrique. Ces gens-là qui ont soutenu, financé et armé les plus abjectes de nos dictateurs contre leurs propres peuples, font mine aujourd'hui de prétendre que leur souhait de toujours fut que l'Afrique connaisse la démocratie. Les salauds ! Comme si un Bokassa avait pu tenir sans la présence de l'armée française en Centre

Afrique et sans la protection des hommes politiques français les plus hauts placés (à commencer par l'ex-président de la République Giscard) ! Comme si Hissène Habré n'avait pas été armé jusqu'aux dents par tous les gouvernements français successifs, de quel bord politique qu'ils soient ! Comme si...mais ce n'est même pas la peine de continuer la liste, car il faudrait citer tout le monde, tant le destin politique de nos dictateurs se décidait à Paris.

### MULTIPARTISME, UN ERSATZ DE DEMOCRATIE POUR LA PETITE BOURGEOISIE

Mais il n'y a pas que les puissances impérialistes à essayer de nous faire prendre les vessies pour des lanternes, et le multipartisme, pour la démocratie. Nombreux sont les éléments de la petite-bourgeoisie de nos pays qui couvrent d'éloge l'évolution en cours et présentent le multipartisme comme susceptible de guérir l'Afrique d'à peu près tous ses maux: de la dictature, de la misère, des maladies, des inégalités, des injustices etc..Emportés par leur enthousiasme, certains trouvent même dans le multipartisme la potion magique qui permettra enfin à l'Afrique de se développer.

Il suffirait pourtant à ces bienheureux d'entre-ouvrir un peu les yeux pour constater comment un Mobutu a inauguré la libéralisation de la vie politique au Zaïre en massacrant des dizaines d'étudiants contestataires et en noyant dans le sang les émeutes contre la hausse des prix des produits alimentaires. Et à ce que l'on sache, le multipartisme introduit à petite dose au Cameroun n'empêche nullement l'armée du dictateur Biya de tuer, réprimer et emprisonner, comme au temps du parti unique.

Mais ces gens-là, dont les représentants fournissent en général les cadres des

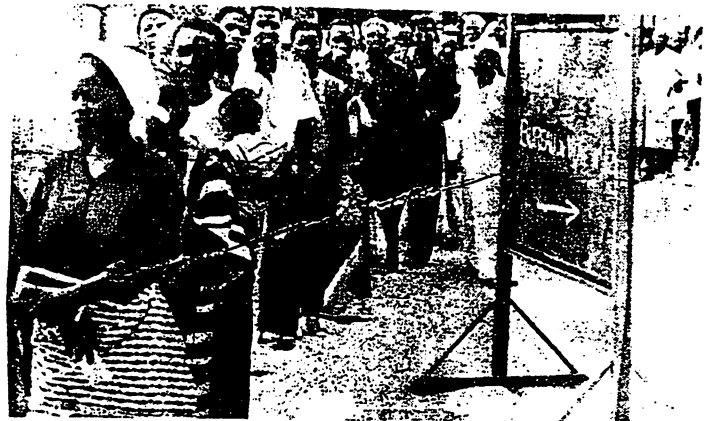
formations d'opposition dans les pays fraîchement "multipartiste"; qui cautionnent de leur tapage aussi bruyant qu'inefficace le caractère prétendument "démocratique" des parlements mis en place, montrent seulement les limites étroites de leur démocratisation, même par rapport à la démocratie telle qu'elle se pratique dans les pays bourgeois des pays d'Europe ou d'Amérique du Nord.

Même sur le strict plan des libertés politiques, le multipartisme n'est qu'une caricature de démocratie. Il y a bien plusieurs partis, des élections et une "opposition" dans le Maroc de Hassan II, mais où sont les libertés élémentaires, où est simplement la protection du citoyen contre les arrestations arbitraires, contre les assassinats sans même un semblant de jugement dans les geôles du régime ? Où sont la liberté d'expression, la liberté d'organisation ou de réunion pour ceux que le régime ne veut pas tolérer ?

Au Sénégal, le multipartisme existe de longue date. Il tolère, il est vrai, une petite dose de libertés pour la petite bourgeoisie des villes avec quelque retombés pour la classe ouvrière elle-même. Des journaux d'opposition peuvent paraître, et ceux qui militent sur le plan syndical n'encourent pas la répression systématique. Mais il suffit de s'éloigner des grands centres urbains, pour que la dictature apparaisse dans tout son hideur quotidien, dans le pouvoir discrétionnaire de tout détenteur d'autorité, du moindre représentant de l'Etat, militaire, policier ou administratif.

DERRIERE LA DICTATURE POLITIQUE,  
LA DICTATURE SOCIALE,  
LA DICTATURE DE CLASSE

Et puis, au-delà de ces aspects facilement perceptibles de la dictature, il y en a d'autres, plus profonds, cette dictature qui tient à la vie même des gens, qui impose à la majorité pauvre une vie indigne de notre époque. Quand dans nos



Election en COTE D'IVOIRE

pays, des millions d'êtres humains sont réduits à vivre dans des bidonvilles où ils crèvent de faim, de maladies, dans des saletés, à côté de la pourriture, des égouts à ciel ouvert alors qu'il ne manque pas de moyens pour améliorer leurs conditions de vie, c'est ça la dictature! Lorsque des milliers d'enfant à l'âge d'aller à l'école ne le peuvent pas et sont obligés de travailler à l'âge de dix ans et parfois même moins, quoi d'autre si ce n'est la dictature? Et que dire du sort de la femme dans nos société? S'il y a une image qui symbolise toutes les oppression et la dictature en Afrique, c'est celle de la femme africaine. Les femmes constituent la majorité de nos populations. Elles fournissent au moins 80% de la force de travail chez nous. Leur effort dans la vie sociale est considérable. Dans certaines régions, des villages entiers vivent grâce à leur génie et à leur travail. Mais sont-elles pour autant considérées, respectées? Vivent-elles comme elles le voudraient? Pour la majorité d'entre elles, une maternité est un luxe dont elles ne peuvent même pas rêver. Ce sont aussi les femmes qui constituent le plus gros contingent des analphabètes de chez nous. On leur refuse le droit à l'éducation. On empêche leur épanouissement en les maintenant dans le cadre étouffant du foyer où elles épuisent leur force dans des tâches de ménage et d'entretien de la maison, comme des esclaves. Pour vivre, certaines n'ont pas un autre choix que de se prostituer. Dans



nos villages, les femmes font des kilomètres à pied pour aller chercher de l'eau boueuse dans les marigots alors que dans les villes les riches utilisent à longueur de journée de l'eau potable pour leurs jardins et piscines. Des millions de ces femmes assistent impuissantes à la mort de leurs enfants arrachés par des maladies que l'on peut pourtant guérir à peu de frais! Et ceux de ces enfants qui arrivent à survivre sont, dès leur berceau, voués à l'échec, destinés à devenir des chômeurs ou des enfants de la rue. Pourtant combien de ces problèmes-là on peut résoudre avec les sommes colossales que nos dictateurs dilapident dans des choses inutiles, comme la basilique d'Houphouët Boigny ou l'armement? Combien de maternités, de dispensaires, d'écoles, de routes, de logements peut-on construire avec ces moyens-là? Combien de pompes à eau peut-on forer dans les villages? Combien de médicaments peut-on acheter?

Tout cela n'a rien à voir avec la nature du régime, diront dédaigneusement les bonnes âmes du démocratismepetit-bourgeois. Mais justement. Tant que seuls les régimes politiques changent et que tout cela reste en l'état, rien d'important n'aura été changé pour les classes exploitées. L'assouplissement de la dictature politique pour une minorité petite-bourgeoise n'aura fait que dissimuler le maintien de la dictature sociale des riches sur les pauvres, l'exclusion, en fait, de la démocratie, de l'immense majorité pauvre de la nation.

La dictature de la faim que nos bourgeoisies et leurs appareils d'Etat imposent aux travailleurs, aux paysans, aux classes pauvres, a pour contrepartie l'enrichissement de la bourgeoisie. Celle en premier lieu des métropoles impérialistes, dont nos riches comme nos ministres ne sont que les serviteurs, les boys. Richement payés, sans doute, mais boys quand-même. Leur rôle, c'est d'assurer la permanence d'un système social injuste qui fait enrichir sans cesse plus une

minorité de riches parasites, en enfonçant toujours plus dans la misère ceux qui travaillent, ceux qui produisent, ceux qui créent: les ouvriers qui font marcher les usines, creusent les mines et construisent les bâtiments; les dockers, les cheminots ou les camionneurs qui chargent, déchargent et transportent; les ouvriers agricoles ou les paysans pauvres qui rendent les champs fertiles.

Et si aujourd'hui les puissances impérialistes semblent changer de fusils d'épaule, d'abandonner la dictature ouverte, cynique, au profit de dictatures plus dissimulées, plus hypocrites, c'est pour faire de ces changements de régime une nouvelle tromperie, un nouveau piège. C'est, en réalité, une nouvelle manière que les puissances riches ont trouvée pour désamorcer la colère des opprimés. Ils savent que les régimes de parti unique qu'ils ont imposé pendant trente ans et dont ils ont profité en exploitant sauvagement nos populations a fait son temps. Il ne peut plus cacher les inégalités. Les vieilles dictatures usées ne marchent plus. Et s'ils veulent continuer à les maintenir, elles peuvent se retourner contre leurs intérêts en provoquant des explosions sociales profondes. Or, dans la situation de crise actuelle que connaît l'Afrique, dans cette situation où il suffit de toucher au prix du pain pour que les gens descendent dans la rue tellement qu'ils n'en peuvent plus, personne ne peut dire si les révoltes, les émeutes et les grèves ne risquent pas un jour de se transformer en une véritable révolution qui balayerait les classes exploitées locales et qui pourraient menacer tout l'ordre impérialiste mondial.

Alors, pour ne pas courir ce risque, ils veulent se débarrasser du parti unique en opérant des changements au sommet sous forme de multipartisme. Ils veulent tout simplement repeindre les dictatures usées et nos chaînes en rose.

Il y a une trentaine d'années, la décolonisation octroyée a servi à faire

croire aux masses exploitées qu'il suffit d'avoir un drapeau, un président et des ministres noirs pour que tout aille bien. En réalité, seul a changé la couleur des gardiens de prisons, mais l'Afrique est restée cet immense camps de concentration pour pauvres qu'elle a été sous le colonialisme, et au profit des mêmes grands trusts, et souvent, au profit des mêmes dynasties bourgeoises qui ont fait leur fortune par le pillage de l'Afrique et de l'exploitation de ses ouvriers et paysans.

Aujourd'hui, on veut faire croire aux masses exploitées qu'il suffit d'avoir plusieurs partis et de voter pour que les choses changent. Mais la vie réelle des gens, restera le même. Dans les quartiers populaires, dans les bidonvilles, dans les villages, ce sera toujours la même misère, les mêmes injustice, mais aussi le même appareil de répression et la même dictature avec, peut-être au bout, un nouveau dictateur. Des Indes au Brésil, le multipartisme ne signifie ni démocratie ni amélioration des conditions de vie des gens. Il cohabite très bien avec l'exploitation, les inégalités, les injustices, la misère, la dictature et les oppressions de tout genre.

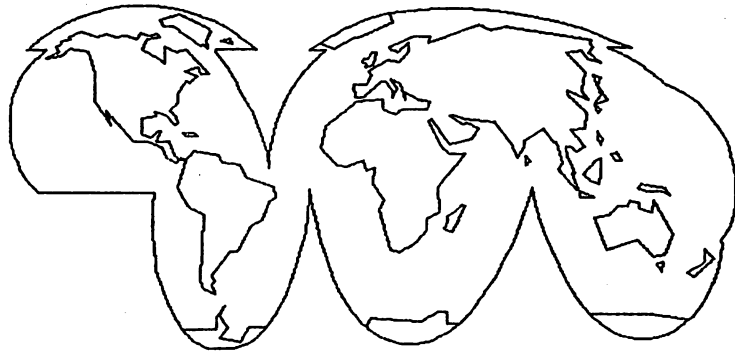
Si les travailleurs attendent quelque chose du multipartisme, alors, à coup sûr,

il ne leur donnera rien.

Mais en revanche, si les travailleurs sont conscients que les choses ne changeront pour eux que s'ils se battent pour défendre leurs intérêts de classe, s'ils sont décidés d'utiliser, dans leur intérêt, toutes les failles, alors, la période peut leur offrir des possibilités supérieures. L'effervescence dans la petite bourgeoisie, le petit climat de politisation que cela entretient, les journaux qui paraissent, les réunions qui s'organisent, peuvent permettre aux travailleurs de s'organiser de leur côté.

La petite ouverture que la crainte de la colère des masses a imposée à nos dictateurs pourrait devenir une véritable brèche. Mais encore faut-il que les travailleurs aient leur propre organisation politique indépendante pour pouvoir exploiter toutes les possibilités nouvelles. C'est la principale condition pour garantir les intérêts de l'avenir et pour en finir un jour avec la dictature en remettant en cause l'ordre social sur lequel elle pousse, c'est-à-dire en expropriant les riches, en leur arrachant les moyens qui existent pour les mettre au service de l'ensemble de la société afin de construire un monde nouveau fondé sur la satisfaction des besoins de tous.

**TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS**



**UNISSONS-NOUS !**

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.